

# Le juge et le crucifix ...

par **Michel Naud** de Nantes.



Le juge ne voulait plus de crucifix dans sa salle d'audience... c'est lui qui sera interdit de tribunal pendant un an... et il passera par la case "prison" pendant sept mois... affaire à suivre...

22 Octobre 2003 - La planète laïque découvrait l'existence de la petite ville italienne de L'Aquila, à une centaine de kilomètres de Rome, et de son tribunal régional. Un Italien converti à l'islam était venu demander à la justice de faire retirer des murs de l'école publique d'Ofena l'ensemble des crucifix qui y figuraient. Le juge avait donné un mois au directeur d'école pour faire retirer ces symboles religieux.

Un mois après, le président du tribunal de L'Aquila revenait sur cette décision.

Le fondement juridique est le concordat signé en 1923 entre l'Église catholique et l'État italien par Benito Mussolini, chef du gouvernement : ainsi des lois, adoptées en 1924 et 1927 sous ce gouvernement fasciste, rendaient obligatoires que les crucifix soient visibles dans les écoles publiques. En 1984, le Président du Conseil, le socialiste Bettino Craxi, renouvelle le concordat avec le Vatican : le culte catholique n'est plus la religion d'État ... mais les lois fascistes ne sont pas abrogées pour autant.

C'est ainsi en 2003, alors que l'Italie se passionne pour les crucifix d'Ofena, que des avocats font remarquer à un juge du tribunal de Camerino, Luigi Tosti, qu'il rend justice dans une salle d'audience dominée, elle aussi... par un crucifix.

À la demande de ces avocats, le juge Luigi Tosti enlève alors le symbole religieux et reprend le cours du procès.

A l'occasion d'une suspension d'audience, le chancelier du Tribunal remet le crucifix en place... « au nom de la loi »... Et c'est ainsi que le tribunal de L'Aquila passait des crucifix des écoles aux crucifix des tribunaux.

Là encore, c'est une circulaire du ministre Rocco, datant de 1926 et jamais abrogée, qui établit que des crucifix doivent être visibles dans les tribunaux italiens.

Le Juge Tosti a beau plaider que la constitution républicaine de 1947 stipule que les citoyens sont égaux devant la loi sans distinction de sexe, race, langue ou religion... rien n'y fait. Devant l'inertie rencontrée pour faire enlever les symboles religieux de la salle du tribunal, le juge Tosti met alors en œuvre différents moyens de résistance : il appose au mur de la salle d'audience le sigle de l'union des athées, agnostiques et rationalistes d'Italie (UAAR)... Le sigle est immédiatement retiré par les appariteurs ; il siège sous deux chandeliers juifs à sept branches et menace de porter plainte pour discrimination raciale et religieuse si on les lui retire... Il fait la grève des audiences, tant qu'il sera contraint de siéger sous la croix chrétienne...

18 Novembre 2005 - Le tribunal d'Aquila tranche, comme il avait fini par trancher en 2003 pour les écoles d'Ofena : le crucifix restera sur les murs !

Mieux ... le juge Luigi Tosti est condamné à 7 mois d'emprisonnement et 1 an d'interdiction de fréquentation des salles d'audience, en raison de sa grève des audiences.

Un délai de 40 jours est ouvert avant la publication (et l'application) de la sentence ...

Le juge a perdu une bataille, mais est bien décidé à faire appel dès que les conclusions du tribunal seront déposées. En attendant, la mobilisation en Italie se développe. Après le leader radical Marco Pannella, qui est, depuis le début de cette affaire, le principal soutien politique du juge Luigi Tosti, c'est au tour de Fausto Bertinotti, secrétaire général du Partito della rifondazione comunista de dénoncer cette condamnation, mais en Italie, tant dans le monde que dans les grands médias, peu sont prêts à heurter de front la hiérarchie catholique.

En France, les écoles, mairies, et autres bâtiments publics (en dehors des cimetières) ne peuvent afficher des signes religieux : la loi du 9 décembre 1905 garantit cette égalité des citoyens devant la loi, pour l'instauration de laquelle le juge Luigi Tosti mène son combat, bien trop solitaire.

Alors qu'il y a un siècle, la loi de 1905 était adoptée en France, les dérapages répétés de l'église catholique de l'autre côté des massifs alpins ou en Pologne montrent à tout un chacun que si l'église catholique de France se montre modé-

rée, c'est surtout qu'elle n'a guère la force de se montrer beaucoup plus exigeante : elle se montre en effet bien satisfaite d'une loi de 1905, suffisamment détournée en douceur au fil des ans pour lui permettre d'obtenir satisfaction, directement ou indirectement, sur la plupart de ses demandes, et pour être protégée, qui plus est, de la concurrence, ne serait-ce que de la Fédération protestante sous la pression des Églises évangéliques, ou de l'islam sous la pression des branches politiques et radicales qui s'en réclament.

Finalement, des crucifix des écoles publiques à ceux des salles d'audience des tribunaux, en passant par les campagnes organisées contre l'avortement ou à la pilule RU 486 dite « du lendemain », l'Église catholique d'Europe montre à visage découvert qu'elle est bien de la même veine que les fondamentalismes protestants qui entourent l'administration républicaine américaine actuelle, ou que les extrémistes juifs ou musulmans.

En condamnant à la prison le juge Luigi Tosti, l'État italien, et avec lui l'Église catholique, ne pouvaient pas rendre meilleur service aux partisans de la laïcité institutionnelle et scolaire qui, loin de demander un « toilettage » ou une « révision », mettent en avant la modernité de la séparation instituée par la loi du 9 décembre 1905, et la nécessité non seulement de la défendre, mais aussi de la promouvoir et de la restaurer sur tout le territoire.

La solidarité en France avec le juge Luigi Tosti commence à s'organiser. Gageons qu'elle montera progressivement jusqu'à la manifestation nationale du 10 décembre pour la défense et la promotion de la loi de 1905 (15h place de la République à Paris). Cette manifestation, qui doit se rendre jusqu'à l'Assemblée nationale, ne manquera pas de réclamer l'acquittement du juge victime du concordat.

## O Juiz e o crucifixo...

por **Michel Naud** de Nantes

O juiz não queria ter o crucifixo na sala de audiência... acabou suspenso por um ano... e passou sete meses na “prisão”... um assunto a seguir...

22 de Outubro de 2003 - O mundo laico descobria a existência da pequena vila italiana de Aquila, a uma centena de quilómetros de Roma, e do seu tribunal regional. Um italiano convertido ao Islão tinha solicitado à justiça a retirada do conjunto de crucifixos que adornavam as paredes da escola pública de Ofena. O juiz tinha dado um mês ao director da escola para fazer retirar aqueles símbolos religiosos.

Um mês depois, o presidente do tribunal de Aquila revogava essa decisão.

O fundamento jurídico [ desse acto ] assentava na concordata assinada, em 1923, entre a Igreja católica e o Estado italiano, quando Benito Mussolini chefiava do governo : as leis, adoptadas em 1924 e 1927, sob o governo fascista, obrigavam a ter crucifixos à vista nas escolas públicas. Em 1984, o Presidente do Conselho, o socialista Bettino Craxi, tinha renovado a concordata com o Vaticano : o culto católico tinha deixado então de ser religião do Estado... mas as leis fascistas não foram revogadas.

Foi neste quadro, em 2003, quando a Itália acompanhava apaixonadamente a questão dos crucifixos de Ofena, que os advogados [ daquele processo ] fizeram notar a um juiz do tribunal de Camerino, Luigi Tosti, que ele estava a aplicar a justiça numa sala igualmente dominada... por um crucifixo.

A solicitação desses mesmos advogados, o juiz Luigi Tosti retira o símbolo religioso e retoma o curso do processo.

Durante uma suspensão da audiência, o chanceler do Tribunal repõe o crucifixo no seu lugar... « em nome da lei »... e é assim que o tribunal de Aquila passa da questão dos crucifixos nas escolas à dos crucifixos nos tribunais.

Também aí se tratou de aplicar uma circular do ministro Rocco, datada de 1926 e nunca revogada, que estabelece que deve haver crucifixos à vista nos tribunais italianos.

De nada vale ao juiz Tosti invocar o facto de a constituição republicana de 1947 estipular que os cidadãos são iguais perante a lei, sem distinção de sexo, raça, língua ou religião... Nada feito. Perante a inércia encontrada ao tentar fazer retirar os

símbolos religiosos da sala do tribunal, o juiz Tosti avança com diversos gestos de resistência : pendura na parede da sala de audiências a sigla da união dos ateus, agnósticos e racionalistas de Itália ( UAAR )... O símbolo é imediatamente retirado pelos guardas ; senta-se sob dois candelabros judaicos com sete braços e ameaça apresentar queixa por discriminação racial e religiosa se lhos retirarem... Faz greve às audiências, enquanto o forçarem a sentar sob a cruz cristã...

18 de Novembro de 2005 - O tribunal de Aquila decide, como já tinha feito, em 2003, aquando [ do caso ] das escolas de Ofena : o crucifixo permanece na parede !

Melhor... o juiz Tosti é condenado a 7 meses de prisão e, como resultado da greve às audiências, a 1 ano de interdição do acesso às salas de audiência.

Abre-se um prazo de 40 dias antes da publicação ( e da aplicação ) da sentença...

O juiz perdeu uma batalha, mas está decidido a apelar logo que as conclusões do tribunal transitem em julgado. Enquanto isso, em Itália cresce a mobilização. De acordo com o líder radical Marco Pannella, que é, desde o início desta questão, o principal apoio político do juiz Tosti, cabe a Fausto Bertinotti, secretário geral do *Partito della rifondazione comunista*, denunciar essa condenação, mas em Itália, quer entre a gente comum, quer nos grandes meios de comunicação, poucos estão preparados para enfrentar a hierarquia católica.

Em França, as escolas, as câmaras municipais, e os demais edifícios públicos não podem exibir símbolos religiosos : a lei de 9 de Dezembro de 1905 garante essa igualdade dos cidadãos perante a lei, um tipo de norma por cuja instauração o juiz Luigi Tosti trava o seu combate, demasiado solitário.

Há um século, em França, foi adoptada a lei de 1905 e as frequentes derrapagens da igreja católica do outro lado dos maciços alpinos ou na Polónia mostram, a todos e a cada qual, que a igreja católica só se apresenta moderada em França, por não ter aí possibilidade de se mostrar aí mais exigente : com efeito, ela mostra-se satisfeita com uma lei de 1905 suficientemente adoçada ao longo dos anos de modo a permitir-lhe a satisfação, directa ou indirecta, da maioria das suas pretensões e que lhe assegura uma singular protecção perante a concorrência, salvo talvez face à Federação protestante pressionada pelas Igrejas evangélicas, ou ao Islão sob pressão dos ramos políticos e radicais que dele se reclamam.

Finalmente, dos crucifixos das escolas públicas aos das salas de audiência dos tribunais, passando pelas campanhas organizadas contra o aborto ou a pílula RU 486 dita do « dia seguinte », a Igreja católica da Europa revela-se abertamente como sendo da mesma estirpe que os fundamentalismos protestantes que envolvem a



administração a actual administração americana ou os extremistas judeus ou muçulmanos.

Ao condenar à prisão o Juiz Tosti, o Estado italiano e, junto consigo, a Igreja católica, não poderiam prestar melhor serviço aos partidários da laicidade institucional e escolar que, em vez de pedir a sua « recauchutagem » ou « revisão », sublinham a modernidade da separação instituída pela lei de 9 de Dezembro de 1905 e a necessidade, não somente de a defender, mas também de a promover e de a instaurar na totalidade do território<sup>1</sup>.

Em França, começa a organizar-se a solidariedade com o juiz Luigi Tosti. Esperemos que ela cresça progressivamente até à manifestação nacional de 10 de Dezembro pela defesa e promoção da lei de 1905 ( 15:00 h na *place de la Republique*, em Paris ). Essa manifestação, que deve ir até à Assembleia nacional, não deixará de reclamar a absolvição do juiz vítima da concordata.

[ tradução R&L/LMM ]

---

<sup>1</sup> Em França, a Lei de 1905, que estabelece a separação entre o Estado e a Igreja, continua, ainda hoje, a não poder ser aplicada nas regiões da Alsácia e Mosela que, por terem sido (re)incorporados no território do Estado francês na sequência da primeira Grande Guerra ( 1914-19 ) - após a aprovação daquela lei, portanto - viram manter-se em vigor os anteriores regimes concordatários germânicos...